



IDÉES

Au-delà de la charité...
la justice
Page B 5

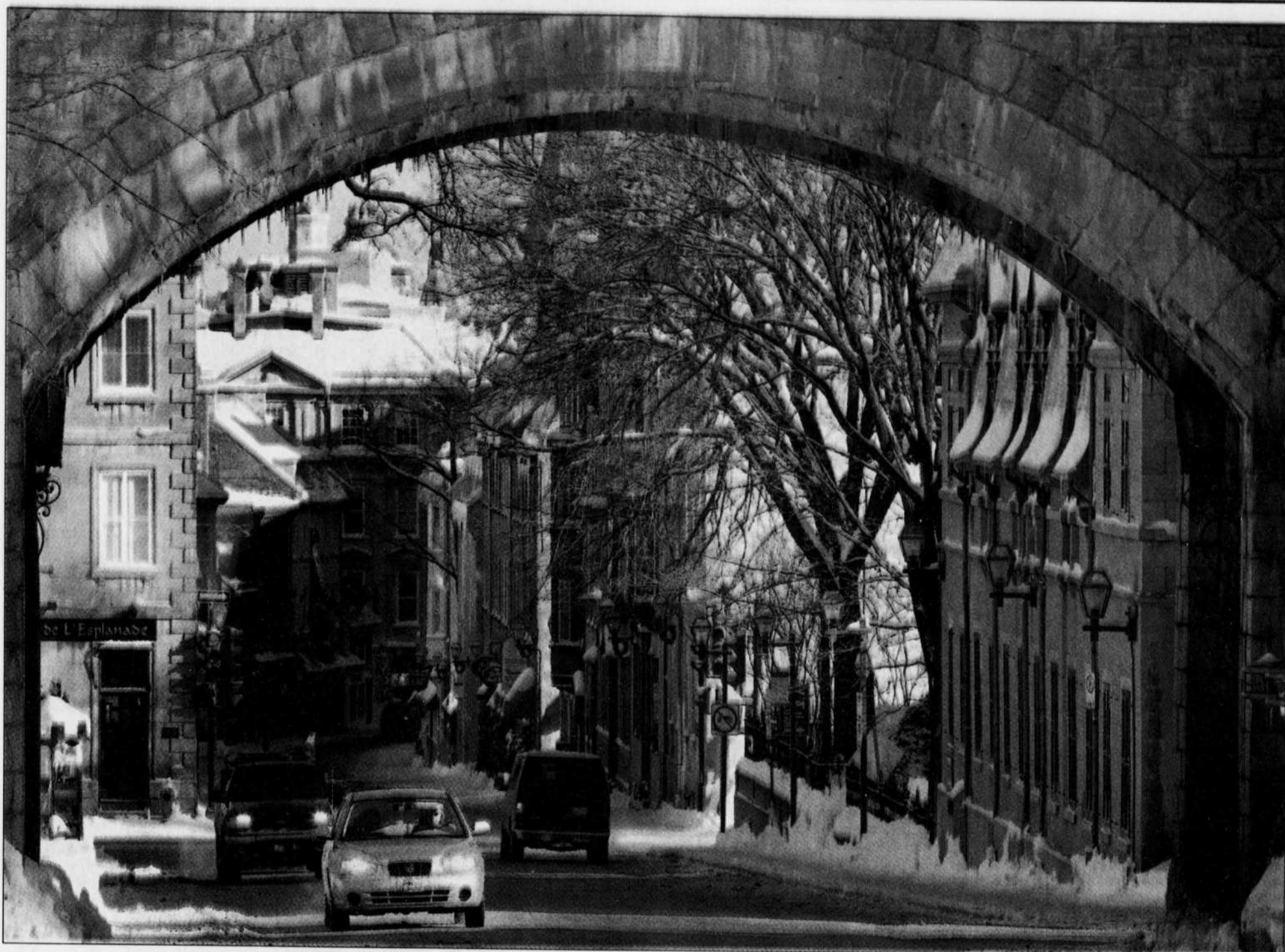


VENEZUELA

Une leçon de démocratie?
Page B 2

CAHIER **B**

PERSPECTIVES



On saura lundi de qui le nouveau maire s'entourera au comité exécutif.

CLEMENT ALLARD LE DEVOIR

Le négligé qui devient maire

Dans une ville qui a été affectée par la « morosité » récemment, la volonté de lui redonner son éclat d'antan a sûrement joué

La capitale assermentée aujourd'hui son 37^e maire, Régis Labeaume. Au lendemain d'une victoire dont l'éclat a surpris tout le monde, *Le Devoir* se penche sur les facteurs qui ont guidé les citoyens de Québec dans leur choix.

ISABELLE PORTER

Québec — En septembre, un premier sondage sur d'éventuels candidats à la mairie donnait à Régis Labeaume un modeste 5 % d'appuis. Dimanche dernier, l'homme d'affaires de 51 ans détrônait la meneuse Ann Bourget avec près de 30 % d'avance. Que s'est-il donc passé? A-t-il gagné grâce à l'appui de Marc Boucher? Des radios de Québec? Grâce à sa personnalité? À ses idées? «*La morale de l'histoire, c'est que ce n'est jamais bon d'être premier en début de campagne*», lance Réjean Lemoine avec amusement. Aujourd'hui chroniqueur à la radio de Radio-Canada, M. Lemoine était de l'équipe de Jean-Paul L'Allier (Rassemblement populaire) lors des élections de 1989. «*Jean-François Bertrand avait été en avance durant toute la campagne et après le débat, le vent a tourné exactement comme cette fois-ci. Il s'est produit la même chose avec M. Bellemare en 2005 au profit de Mme Boucher*», rappelle-t-il. «*La personne qui mène est l'objet de toutes les critiques alors ça lui prend un plan de campagne très solide. Il faut qu'elle écrase l'adversaire jus-*

qu'à la dernière minute et c'est évident que ce n'est pas ce que Mme Bourget a fait.»

Quelle que soit l'enseigne où ils logent, les observateurs s'accordent tous pour dire qu'Ann Bourget a fait des erreurs stratégiques importantes alors que M. Labeaume a fait une campagne quasiment impeccable. «*Il a manifestement été bien conseillé*», note le professeur Serge Belley de l'École nationale d'administration publique (ENAP) qui a participé au cocktail de financement du RMQ (le parti de Mme Bourget) avant la campagne. Souffrant d'un déficit de notoriété, Régis Labeaume a quant à lui déployé ses pancartes aux quatre coins de la ville. Puis il s'est fait entendre sur toutes les tribunes «*alors que Mme Bourget est restée très prudente*», note M. Belley. Trop prudente.

Des erreurs et des bons coups

Au point de refuser de prendre part au débat à deux réclamé par Régis Labeaume quand il a gagné le deuxième rang dans les sondages. Parce que Mme Bourget a décliné l'invitation, M. Labeaume a notamment eu droit à une heure en direct à la populaire émission du midi de Martin Pouliot à la station FM 93,3.

A ceux qui accusent la radio commerciale de Québec d'avoir interféré dans l'élection en faveur de M. Labeaume, M. Pouliot rétorque que, dans son cas, si la radio a eu un impact, «*c'est parce que Mme Bourget a fait l'erreur stratégique de ne pas*

vouloir prendre part au débat» et que «*c'est sa décision qui lui a coûté cher*».

«*De toute façon, ajoute-t-il, j'ai dit publiquement que je votais pour Marc Bellemare*». À son avis, le succès de Régis Labeaume s'explique par une série de facteurs: les appuis qu'il est allé chercher au sein du comité exécutif (trois de ses membres se sont joints à lui), le soutien du mari de la mairesse Boucher — dont le capital de sympathie n'est pas à sous-estimer — et son «*attitude*».

«*On reconnaissait chez lui le désir de faire mieux, d'innover*», note-t-il. Dans une capitale qui a beaucoup été affectée par la «morosité», ces dernières années, la volonté de Régis Labeaume de redonner à Québec son éclat d'antan a sûrement joué son rôle.

C'est du moins ce qui a touché le jeune candidat à la mairie Vincent Deslauriers, qui a récolté moins de 1 % aux élections mais a littéralement séduit les médias ces dernières semaines. Au point de se faire inviter en pleine campagne à l'émission de Christiane Charrette, ce à quoi les autres candidats n'ont pas eu droit.

Beaucoup plus proche de l'idéologie progressiste du RMQ (notamment en matière d'immigration et d'environnement), Deslauriers s'est pourtant rapproché de M. Labeaume avec qui il dit échanger des courriels. «*Le problème avec Mme Bourget, c'est qu'elle arrive avec son parti qui est là depuis 20 ans. Il y a des choses qui sont établies. Si Mme Bourget avait gagné, ça aurait*

été plus difficile pour moi de proposer des idées nouvelles», explique le jeune politicien qui ne dirait pas non à un poste de «conseiller» auprès du maire, à qui il veut soumettre notamment ses idées pour mieux intégrer les immigrants. «*Pendant la campagne, M. Labeaume a dit qu'il était un "social-démocrate en colère" et j'ai beaucoup aimé ça. Là, j'attends de voir ce que ça veut dire.*»

Pas de catégories

Un social-démocrate en colère, un millionnaire issu du milieu des affaires... M. Labeaume a certes su transcender les étiquettes. Ainsi, le nouveau maire a réussi à faire oublier qu'il avait été de la course à la direction du RMQ en 2005. «*Le glissement s'est fait progressivement*», remarque Réjean Lemoine. Il est allé chercher l'appui du Progrès civique de l'ancien maire Lamontagne (Gilles), a rallié le mari de Mme Boucher pour montrer qu'il était dans la lignée de la mairesse.

Incroyable quand on sait que Mme Boucher a déjà décrit M. Labeaume comme un millionnaire se cherchant des distractions... Or ce dernier ne s'est pas laissé attaquer sur ce front plus personnel. Quand Ann Bourget a dit qu'il risquait d'être «vulnérable» au trafic d'influence parce qu'il comptait recevoir des présidents de compagnie dans son bureau à la mairie, M. Labeaume a lui-même fait allusion au fait qu'il était riche: «*S'il y en a un qui n'est pas vulnérable, c'est bien moi. Je me fous des promoteurs et de ce qu'ils ont à m'offrir, je n'en ai pas besoin.*»

VOIR PAGE B 3: MAIRIE



Régis Labeaume

www.desoleplusdessence.org

CCA

PERSPECTIVES

Une leçon de démocratie ?

Les Vénézuéliens ont rejeté un projet de réforme constitutionnelle, mais pas le projet chaviste



Gil Courtemanche

La continuité tranquille

Le PQ aurait le «vent dans les voiles». C'est ce que nous révèle un titre de *La Presse* qui commente un sondage CROP sur les intentions de vote des Québécois. Disons tout de suite qu'avec 4 % d'avance sur les libéraux, on ne peut pas dire que la régate est gagnée. Nous sommes presque à égalité si nous prenons en compte la marge d'erreur. À 26 %, l'ADQ semble connaître une véritable régression, comme si ce parti progressait dans l'opinion publique quand on ne le voit pas en action et baisse dès qu'il occupe l'avant-scène. Quant à Québec solidaire, il recueille un maigre 3 %, ce qui prouve à mon avis qu'à force de vouloir faire de la politique absolument autrement, on cesse absolument d'être un joueur.

Ce qui me frappe dans ce sondage, ce n'est pas la faible variation des appuis, c'est qu'il se situe dans une sorte de continuité tranquille et paisible de l'électorat. Si on examine les dix sondages effectués depuis les dernières élections, on constate que rien ne bouge vraiment. Aucun parti n'a excédé la marque de 34 % ou a recueilli moins de 25 % d'intentions de vote. Si on prend en compte la marge d'erreur, tout ce beau monde se retrouve dans un mouchoir de poche.

Au Canada, on constate le même phénomène. Hormis une poussée conservatrice une fois et une petite remontée libérale après l'élection de Stéphane Dion comme chef du PLC, l'opinion publique bouge autant qu'un lac paisible un soir d'été.

Pourtant, ce n'est pas faute d'enjeux et de controverses. Au Québec sévit la catastrophe forestière et l'incroyable arrogance des papeteries comme Abitibi. Il y a aussi le débat sur la sécurité routière (et l'explorable appui du PQ aux lobbys des camionneurs et des propriétaires de taxi), le «nous» discriminatoire de Pauline Marois, le refus d'Ultramar de participer au Fonds vert, les accommodements raisonnables, la bêtise académique des pédagogues du ministère de l'Éducation et, finalement, le débat mal parti sur le «recul historique du français», qu'on confond avec la baisse du poids démographique des francophones de langue maternelle dans la région de Montréal. Il existe là quand même matière à se passionner, à prendre parti, à changer de camp selon les positions des partis. Mais presque personne ne bouge.

Au Canada, le débat sur la présence en Afghanistan enflamme les parlementaires. Les Canadiens, majoritairement favorables à Kyoto et grands défenseurs de l'environnement, regardent peinaris leur gouvernement fouler aux pieds le traité et se ranger dans le camp de ceux qui protègent les pollueurs sous prétexte de croissance économique. Ce ne sont pas des enjeux mineurs. On parle ici de soldats canadiens tués et de pans de la planète qui disparaissent pour faire plaisir aux exploitants des sables bitumineux. Mais, dans les sondages d'opinions, rien vraiment ne bouge, on fait du surplace. Un autre lac tranquille.

On invoquera une désaffection à l'égard de la politique causée par les scandales (peu nombreux) pour expliquer ces résultats, une banalisation des enjeux qui ne mobilisent plus, une sorte de confort qui vient avec la prospérité (même quand celle-ci est factice).

Le dernier véritable bouleversement politique au Canada fut la victoire de Stephen Harper aux dernières élections. Il existe dans ce pays, pas seulement en Alberta et en Beauce, un fort courant de conservatisme social, d'adoration de l'entreprise privée, de glorification de l'individualisme et de répression pour les criminels et les marginaux. Cette volonté profonde ne trouvait pas son équivalent, son exutoire politique et s'éparpillait entre différents partis. Stephen Harper a fait un pari audacieux, un pari d'idées et de passion. Non seulement il tiendrait un discours de droite, mais il le ferait sur toute la ligne. Mario Dumont a fait la même chose. Il a dit sans s'excuser «je fais appel à tous les réactionnaires du Québec» et a appuyé Jeff Fillion.

Depuis, tout est redevenu normal. Harper s'adjoint Pierre Marc Johnson comme conseiller à l'environnement et Dumont a abandonné son rôle de franc-tireur pour celui du politicien respectable. Dans ces deux cas, peut-être ont-ils compris qu'ils avaient rejoint l'ensemble de l'électorat de droite et qu'il fallait se rabattre sur le centre.

Si rien ne bouge dans l'électorat, c'est bien parce que rien ne bouge en politique et que ceux qui veulent nous enflammer nous endorment et nous laissent indifférents. Nous ne croyons plus à leur véritable volonté de changer les choses pour le mieux-être, nous ne pensons pas que cela les intéresse vraiment. Nous avons l'impression qu'ils administrent et non pas qu'ils gouvernent. Nous ne croyons plus au pouvoir de la politique, alors nous nous demandons pourquoi changer. De plus en plus, parce qu'ils proposent moins de choix audacieux, nous nous demandons même pourquoi nous devrions aller voter. Confrontés à des comptables du pouvoir, les électeurs font pile ou face ou ne font rien. Ils attendent peut-être des idées, des projets, des propositions qui mobilisent et suscitent l'adhésion.

◆ ◆ ◆

Le gouvernement Charest a proposé pour la première fois de son existence un projet de loi courageux et audacieux, celui sur la sécurité routière qui interdit l'usage du cellulaire, permet l'installation de photos radars, augmente les pénalités pour conduite dangereuse, des mesures qui sont appuyées par 80 % de la population. On s'attendait à ce que l'ADQ, parti des 4x4, s'oppose au projet, en raison des votes des camionneurs. Mais le PQ? Sous prétexte qu'il est peut-être exagéré d'abaisser le taux d'alcoolémie à 0,05? Voilà des mesures qui ont fait leur preuve partout, voilà un projet de loi sensé qui va sauver des vies, et le PQ de Pauline Marois s'égare dans la petite politique. On s'attendait à mieux.

Collaborateur du Devoir



Mario Dumont

JACQUES BOUSSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Le projet était ambitieux. Trop, semble-t-il. Les Vénézuéliens ont rejeté par une mince marge la réforme constitutionnelle conçue par leur président Hugo Chávez. Rejet des politiques «bolivariennes» et début de la fin pour le dirigeant socialiste? Rien n'est moins sûr. Peut-être que les Vénézuéliens ont fait montre d'une maturité politique nouvelle.

JEAN-PIERRE LEGAULT

«C'est le moment de commencer la réflexion et l'autocritique véritable», a déclaré mercredi Hugo Chávez au cours d'un entretien sur les ondes de la télévision officielle VTV, entre deux phrases-chocs dont il a le secret. Le président à la rhétorique colorée, surmédiatisé à travers le monde, faisait référence à son projet de transformation de l'État et à la réforme constitutionnelle rejetée dimanche dernier par 51 % des électeurs.

Réélu à la tête de l'État il y a un an avec 63 % des votes et un taux de participation de plus de 75 %, le président démonstré, dont le moindre geste et la moindre déclaration sont montés en épingle, s'est incliné avec élégance au verdict des urnes. Et la violence ne s'est pas déchainée, l'armée n'est pas intervenue, le pays a retrouvé son rythme normal. Plus, il ne s'est trouvé personne pour contester les résultats de la consultation cette fois, tant dans l'opposition que parmi les observateurs internationaux.

Les Vénézuéliens n'ont alors pas rejeté les transformations en cours, dont un système universel de sécurité sociale, mais ils ont dit à leur président de s'attaquer à d'autres dossiers qu'ils jugent prioritaires, au premier chef l'insécurité et la corruption.

«Outre la légitimité avérée du processus de consultation, qui renforce la démocratie participative, les Vénézuéliens, et au premier chef les partisans de Chávez, des gens en faveur d'une transformation sociale, ont démontré qu'ils n'étaient pas des «suiveurs», constate Edgardo Lander, sociologue à la Universidad Central de Venezuela. «Même si les sondages indiquent que le taux d'appui à Chávez se maintient depuis l'élection de 2006, le président a recueilli au référendum trois millions de votes de moins que lors du scrutin.»

Des abstentionnistes, donc, qui n'ont pas acheté la proposition de réforme constitutionnelle, d'une part, et ont manifesté un certain mécontentement à l'endroit du gouvernement, d'autre part. Car malgré les progrès des dernières années au plan social, les problèmes demeurent nombreux: bureaucratie galopante, incompétence de certains dirigeants, corruption, insécurité, etc.

Les pro-chavistes «ont fait montre d'une grande conscience politique», observe M. Lander, et «les milieux populaires ont démontré leur autonomie» par rapport au gouvernement.

Le politologue Edward Gibson, de la Northwestern University, abonde dans le même sens: «Les partisans de Chávez sont les principaux responsables du rejet du projet de réforme.» Il s'agit en quelque sorte d'«une rébellion dans la révolution». «Cette défaite concrétise la maturité des changements en cours au Venezuela», conclut-il.

Avec la mise en place de comités locaux qui gèrent des programmes de santé, d'éducation et d'aide alimentaire, Caracas a permis aux millions d'exclus (*grosso modo* la moitié de la population) de prendre la parole, de participer à la vie sociale. La démocratie participative (*grassroot democracy*) est apparue, qui n'a de cesse de se renforcer depuis.

«Le projet de réforme est venu d'en haut et ne correspondait pas aux attentes de la base», observe M. Lander, qui voit d'un bon œil le rejet du projet. «Ce n'est pas une défaite, mais plutôt une leçon politique que Chávez devra prendre en compte.»

Ce référendum «fut une erreur politique», juge-t-il. «Personne ne peut remettre en cause la légitimité du gouvernement démocratiquement



Hugo Chávez peu après l'annonce de sa défaite.

FRANCESCO SPOTORNO REUTERS

élu, mais avec ce projet précis, Chávez donnait des munitions à l'opposition vénézuélienne, tout aussi morcelée soit-elle, et aussi à l'étranger.»

«Le projet de réforme est venu d'en haut et ne correspondait pas aux attentes de la base»

Chávez et ses conseillers ont fait une mauvaise lecture des attentes des chavistes. «Ils ont surestimé leur capacité à recevoir des appuis après l'élection de 2006.»

Pourtant, estimant nos interlocuteurs, les chavistes adhèrent à de larges pans du projet qui leur était proposé. Tout le volet social de la proposition reçoit de forts appuis, que ce soit la réduction des heures de travail, l'instauration d'un système universel de sécurité sociale, l'avènement d'une «économie socialiste»...

Mais ils ont d'autres priorités pour le moment, d'autant que plusieurs mesures contenues dans ce projet peuvent déjà être mises en application car elles sont incluses dans la Constitution de 1999!

«Son projet, avec ses 69 amendements, était trop ambitieux», observe Edward Gibson. Et c'est surtout le groupe d'amendements liés au pouvoir qui faisait problème. «Il y avait des changements à trop d'articles de la Constitu-

tion», renchérit Edgardo Lander, selon qui une Assemblée constituante aurait eu davantage de succès dans le nouveau contexte social vénézuélien. Une défaite donc qui n'en est pas vraiment une pour le chavisme.

Serait-ce à dire que, contrairement à l'image véhiculée à cause des excès de langage de Chávez, le mouvement social vénézuélien est ouvert à différents points de vue et devra maintenant davantage prendre en compte les attentes de sa base? C'est ce que croit Edgardo Lander. «Chávez est le ciment d'un mouvement hétéroclite, soutient-il. Il n'y a pas encore assez de débats pour faire apparaître les divergences. C'est une faiblesse.»

Edward Gibson va plus loin: «Peut-être même que Chávez n'est plus essentiel à sa révolution. D'autres pourraient prendre le relais», lâche-t-il pour témoigner de la profondeur des changements survenus au Venezuela en quelques années et qui ont détourné le pipeline des ressources de tout ordre du pays de l'oligarchie vers l'État.

Et des démunis, auparavant exclus, continueront à citer la Constitution de 1999, qu'ils considèrent la leur!

Le Devoir

Une fièvre raciste sévit en ex-RDA

L'Allemagne est impuissante à y enrayer la xénophobie

AUDREY KAUFFMANN

Berlin — Confrontées à une nouvelle vague d'agressions racistes en ex-RDA, les autorités allemandes semblent depuis la réunification impuissantes à endiguer la xénophobie ancrée dans l'est déshérité du pays.

Les insultes racistes sont si fréquentes en ex-RDA que les associations de terrain les considèrent comme une quasi-fatalité, contre laquelle des guides touristiques mettent en garde leurs lecteurs. Mais la situation s'est aggravée cette année. Les agressions physiques se sont multipliées dans cette partie de l'Allemagne où s'enracine désormais une extrême droite radicale représentée dans deux parlements régionaux par le parti néo-nazi NPD, et qui a ses réseaux culturels au sein de la jeunesse.

«Nous avons l'extrémisme de droite le plus violent d'Europe de l'Ouest», déplore le politologue Hajo Funke.

À Magdebourg, où deux Africains ont été molestés le week-end dernier, «on a en moyenne trois agressions par semaine et en général ça touche des étrangers», souligne le Groupe mobile de soutien aux victimes. Des victimes libanaises, vietnamiennes, afghanes. Des Indiens pourchassés en marge d'une fête populaire à Mügeln. La liste s'allonge, traduisant une poussée de fièvre raciste comme l'ex-RDA en a déjà

connues plusieurs depuis la réunification.

La première, dès 1990. Puis une autre poussée à la fin des années 1990. Le chancelier Gerhard Schröder avait alors appelé au «soulèvement des gens biens», invitant la population à faire preuve de «courage civique». Des fonds ont été débloqués tous azimuts pour des programmes sociaux.

«De 2000 à 2003, il y a eu une amélioration, mais la pression est ensuite retombée et depuis 2004, c'est reparti à la hausse», déplore Hajo Funke.

«Depuis la réunification, il y a eu en Allemagne plus de 150 morts liés à des violences racistes et plus de 15 000 actes violents au total», avec un record en 2006, constate-t-il. Des agressions xénophobes ont aussi lieu dans l'ouest, mais le phénomène est bien plus grave en ex-RDA.

Les causes sont multiples, jugent les spécialistes. D'abord, «les déceptions économiques et sociales» de l'après-réunification, souligne Hajo Funke. Le chômage, deux fois plus élevé qu'à l'ouest, alimente la frustration d'une jeunesse désœuvrée. Autre cause: le dépeuplement qui vide l'ex-RDA de ses élites et crée «une homogénéisation sociale et mentale», selon le sociologue Wilhelm Heitmeyer. Mais aussi le débat enflammé sur l'afflux de demandeurs d'asile qui a ouvert la porte à des amalgames. Ou encore l'héritage d'une RDA isolée, coupée des autres cultures.

«L'autoritarisme, l'antipluralisme, la pensée ami/ennemi sont restés après 1989 dans les mentalités», fournissant un terrain fertile aux idées d'extrême droite, relève le politologue Armin Pfahler-Traugber. «On trouve en ex-RDA une certaine paranoïa autoritaire, comme envers les juifs dans les années 20», renchérit Hajo Funke, alors même que l'est compte nettement moins d'étrangers que l'ouest.

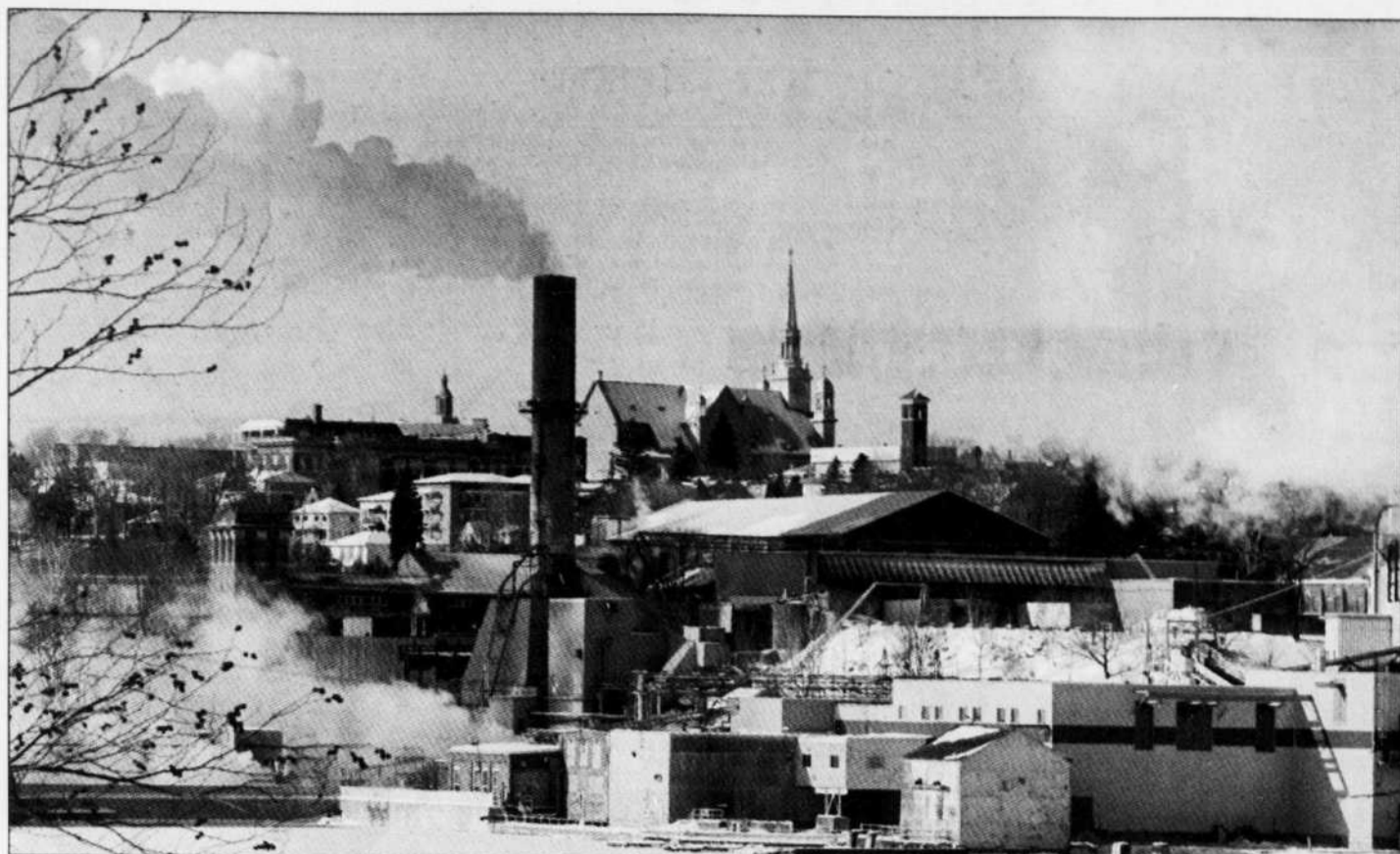
L'État fédéral injecte désormais 24 millions d'euros par an pour des projets de lutte contre l'extrême droite. Pourtant, selon une étude de l'Université de Leipzig (est) publiée fin 2006, un quart des Allemands continuent d'avoir des préjugés xénophobes.

On trouve en RDA des séminaires «d'encouragement au courage civique». Des éducateurs font le tour des écoles. Mais pour Wilhelm Heitmeyer, «il faut que les élites locales se mobilisent: le directeur de la compagnie de bus, le pharmacien... Car la politique ne suffira pas.»

«Tant que la population trouvera légitime de faire des blagues sur les étrangers, cela restera un problème de société, qu'on ne changera pas avec un programme de subventions», estimait récemment Jens Bullerjahn (SPD), vice-chef du gouvernement régional de Saxe-Anhalt.

Agence France-Presse

PERSPECTIVES



AbitibiBowater a annoncé la semaine dernière qu'elle ferait l'usine centenaire Belgo, à Shawinigan (notre photo), suspendait la production à Donnacona (papier magazine) et éteignait une machine à Gatineau.

Braver la tempête

Le Québec compte des milliers de travailleurs licenciés. Que faire ?

La tempête souffle toujours aussi fort sur le secteur manufacturier. S'il veut survivre, le Québec doit se faire encore plus attrayant, disent certains. Le gouvernement Charest, avec son plan d'action dévoilé le mois dernier et des nouvelles mesures pour les travailleurs âgés, l'a compris. Il manque cependant un joueur: Ottawa.

FRANÇOIS DESJARDINS

À 52 ans, Yves (nom fictif) ne travaille plus. Pendant longtemps, il a fait de la mécanique sur des camions qui transportaient du bois au Témiscamingue. Au début de 2007, la crise forestière a emporté son emploi: trop de scieries ont fermé leurs portes, les camions roulent moins. Il a postulé à quelques endroits, toujours dans la même industrie. Jusqu'à présent, rien. «*Tout fonctionne au ralenti, dit-il. J'ai travaillé un peu pour une petite compagnie qui ouvrait des chemins dans le bois, mais ça n'a pas duré. Dans le coin ici, les gens sont vraiment sur le qui-vive.*»

Des cas comme celui d'Yves, le Québec en compte des milliers, et pas seulement dans le secteur forestier. Un peu partout, dans des régions mono-industrielles, l'avenir s'assombrit lorsque des joueurs, petits et grands, licencient ou ferment leurs portes. Selon les estimations gouvernementales et syndicales, les mises à pied depuis 2002 dans le secteur manufacturier, qui compte pour 20 % de l'économie, se situeraient quelque part entre 100 000 et 130 000.

Le dernier coup dur est survenu la semaine dernière. Nouvellement fusionnée et obsédée par les économies, AbitibiBowater a annoncé, d'un coup, qu'elle ferait l'usine centenaire Belgo, à Shawinigan (papier journal), suspendait la production à Donnacona (papier magazine) et éteignait une machine à Gatineau (papier journal). Près de 1000 emplois au total. À Shawinigan seulement, on estime à 60 millions les pertes annuelles en retombées économiques.

Il y a eu d'autres cas. À Farnham, 270 personnes qui travaillent à l'usine Collins & Aikman, spécialisée dans le revêtement intérieur d'automobile, perdront leur emploi cet hiver. En Beauce, le fabricant de meubles Baronet, qui a vu le jour au début des années 40, a fermé ses portes il y a quelques semaines, jetant à la rue 145 employés.

Le début!

Les mauvaises nouvelles vont se poursuivre. Selon le président des Manufacturiers et Exportateurs du Québec (MEQ), Jean-Luc Trahan, le pire n'est pas encore passé. Les trois raisons demeurent les mêmes, les facteurs ne se sont pas atténués. «*Les prix de l'énergie, c'est en train de se passer là, en ce moment; on n'a jamais vu ça. Deuxièmement, le dollar s'est apprécié à une vitesse exceptionnelle. Enfin, la mondialisation n'a jamais été aussi féroce.*»

Après des années de choux gras où la faiblesse du dollar canadien permettait d'exporter à gros volume, les temps ont changé. Aux prises avec une devise qui grimpe et rebute les acheteurs étrangers, les entreprises sont forcées de réduire leurs coûts. Ou d'offrir des produits originaux.

Plus que jamais, le manufacturier doit se prendre en main. Bon nombre d'entreprises l'ont compris, mais pas toutes. «*Si je vous disais qu'on a surmonté les obstacles, ce ne serait pas vrai, dit M. Trahan. On est condamnés à toujours chercher des moyens d'augmenter la productivité, mais ce n'est pas sur une période de cinq ans, là. C'est pour demain matin.*»

Alors que 2007 s'achève, le secteur n'est plus tout seul à chercher des solutions. Le pouvoir politique, dit M. Trahan, vient enfin de comprendre l'importance du problème. Québec a dévoilé le mois dernier un plan d'action tous azimuts généralement perçu comme constructif, si ce n'est que certains l'ont qualifié d'insuffisant. «*Je pense que le gouvernement reconnaît désormais la place qu'occupe l'industrie. Il faut maintenant convaincre le fédéral.*»

«Entreprise succursale»

Le croisement de facteurs étant toxique, la situation est telle que les pertes peuvent s'accumuler à une vitesse folle, que les décisions de redressement prises localement ou depuis un siège social à l'étranger se prennent vite.

Selon le directeur du Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT), les fermetures d'usines par des compagnies multinationales comme AbitibiBowater mettent aussi en relief la réalité suivante. Le Canada, dit Gregor Murray, est un pays où une partie du développement s'est faite sur le mode de «*entreprise succursale*». «*Avec le dollar qui ne coûtait pas trop cher, des politiques publiques qui avantageaient le manufacturier et une situation où l'on pouvait extraire une rente assez intéressante en exploitation des opérations au Canada sans investissements démesurés, c'était assez avantageux de poursuivre les activités ici*», dit-il.

La multinationale n'est pas l'entité homogène que certains pourraient imaginer, dit cependant M. Murray. Elle est parfois le lieu de luttes organisationnelles à l'interne, un jeu de coulisques qui oppose les usines de diverses villes, de divers pays. Aussi, les stratégies ne sont pas toujours cohérentes d'un bout à l'autre de l'entreprise et il y a «*énormément de jeux quant à la localisation des opérations*».

En gros, dit le professeur de l'Université de Montréal, il existe des moyens tout à fait concrets d'influencer les gestionnaires de ces grandes compagnies qui, un jour, décident que telle usine dans Lanaudière est superflue, que tel autre à Salaberry-de-Valleyfield sera rapatriée aux États-Unis. «*Le défi pour le Québec et pour le Canada est d'arriver à des argumentaires qui vont renforcer l'appréciation du cadre d'ici.*»

Deux approches

Il y a deux approches, dit-il. La première, c'est «*l'approche naïve*», préconisée notamment par certains groupes de pression d'entreprises. Cette approche consiste simplement à réduire les impôts et le fardeau administratif. «*Par la pensée magique, une entreprise va ensuite venir s'installer ici. C'est pas comme ça qu'on va gagner des batailles sur la localisation de l'emploi. Il faut un tissu dense de programmes et d'acteurs, qui doivent s'approprier leur propre économie*», dit M. Murray.

Cette notion de «*tissu dense*» appartient à l'autre approche, «*l'approche imbriquée*», axée sur un réseau «*complexe et sophistiqué*» d'acteurs qui peuvent mettre en valeur les habiletés et un ensemble de programmes et d'avantages qui vont renforcer l'attrait du Québec. Un exemple? Assurer la formation d'une main-d'œuvre qualifiée pour que les entreprises, au moins, aient constamment accès à un bassin de travailleurs en tout temps. À ce chapitre, M. Murray mentionne une récente étude faite par le CRIMT selon laquelle les secteurs de l'aérospatiale et de la biotechnologie, entre autres, sont «*extrêmement satisfaits de la qualité*

de la main-d'œuvre au Canada». Ces deux secteurs figurent parmi ceux qui ont su s'entourer d'un «*tissu dense*», dit-il. «*Il n'y a pas de baguette magique, ce n'est pas l'affaire d'un seul programme [qui ferait la différence].*»

Cette approche s'étend évidemment aux relations entre l'entreprise et la communauté dans son ensemble, entre l'entreprise et les institutions locales. L'appui doit venir de tous les côtés, même si cette intégration, dit M. Murray, est très complexe et en constante évolution. D'autant plus qu'à travers tout ça figure la relation délicate, mais d'importance capitale, entre les syndicats et les employeurs. Jusqu'où le syndicat peut-il pousser les revendications, collaborer avec la direction, accepter des concessions?

Sur le terrain

Le travailleur n'est pas qu'une paire de bras. Il a mis toute sa vie au service d'un employeur, il a une famille. Est-il si simple de se trouver un autre emploi sur la Côte-Nord lorsqu'on est licencié à 57 ans? Est-il si simple de se recycler dans un autre métier lorsqu'on a fait le même pendant 32 ans, lorsqu'on perd son emploi et qu'on n'a pas encore le droit de toucher une rente de retraite?

Une des grandes préoccupations des syndicats et du Bloc québécois, au cours des dernières années, porte donc sur l'aide aux travailleurs âgés. Cette aide est finalement arrivée. «*Québec vient de mettre en place un programme d'aide, en octobre dernier, pour les travailleurs âgés licenciés*», dit Sylvain Parent, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du papier et de la forêt (FTFP-CSN).

Ce programme comporte essentiellement deux volets. D'abord, un travailleur âgé licencié peut avoir accès à l'équivalent de la Régie des rentes du Québec. Cette mesure est particulièrement utile pour les personnes qui perdent leur emploi à un âge très près de la retraite. «*Simon, elles peuvent obtenir de la formation pour se requalifier*», dit M. Parent. «*Et ça, c'est l'équivalent du montant de l'assurance-emploi. C'est un programme spécial parce que, en temps normal, c'est 200 \$ par semaine.*»

Dans la situation actuelle, dit M. Parent, le défi, étrangement, est celui du remplacement d'une partie de la main-d'œuvre. Quoi qu'on en dise, l'industrie forestière est là pour de bon, affirme-t-il. Or le problème vient du fait que bon nombre de travailleurs ont commencé à y travailler très tôt dans la vie. Ils ont dans la cinquantaine.

«*Dans les usines de papier, environ 40 % des travailleurs vont partir pour une retraite dans les trois à cinq prochaines années*», dit M. Parent. Les syndicats veulent donc savoir, notamment auprès d'AbitibiBowater, quels seront les besoins en main-d'œuvre au cours des prochaines années, et ce, de manière à prévoir des mesures de requalification pour les autres travailleurs.

Ce haut placé de la CSN, lorsqu'il parle de l'aide aux travailleurs et du secteur manufacturier en général, aborde un sujet difficile à contourner, qui préoccupe non seulement les syndicats, mais l'entreprise et le gouvernement Charest aussi. «*Ottawa va devoir intervenir aussi*», dit M. Parent. Pour les travailleurs âgés comme pour l'industrie, l'offre est mince. «*En ce moment, il n'y a rien. Ottawa, c'est le joueur le plus important qui reste à embarquer dans le train.*»

Le Devoir

MAIRIE

SUITE DE LA PAGE B 1

Judi, le maire Labeaume a reçu à la mairie des représentants de Glaxo Smith Kline à l'occasion de leur passage à Québec dans l'optique d'engager personnellement la mairie dans le développement économique de la ville. «*C'est vraiment une nouvelle façon de faire*», d'expliquer son nouvel attaché de presse, Paul-Christian Nolin, l'ancien attaché de presse de Mme Boucher qui vient de quitter son poste à la Société du 400^e pour le rejoindre. «*Quand il peut y*

avoir des possibilités d'investissement, tu les rencontres [les gens d'affaires].»

La veille, M. Labeaume avait présenté son premier discours post-électoral devant une Jeune Chambre de commerce ravie. Il a également annoncé son intention de créer un poste de directeur général adjoint dévolu entièrement au dossier du développement économique.

On saura lundi de qui il s'entourera au comité exécutif et le lundi suivant, comment il s'en tirera avec une majorité dans l'opposition au conseil municipal. Il faudra ensuite veiller au

bon déroulement des Fêtes du 400^e et boucler des négociations périlleuses avec les employés municipaux. Puis, dans moins de deux ans, la capitale se retrouvera de nouveau en élection. «*C'est un gars qui est cultivé, qui connaît bien le sport, qui est passionné d'économie*, poursuit son attaché de presse. «*C'est vraiment quelqu'un qui est polyvalent et qui a des talents dans différentes sphères d'activité.*» Tant mieux parce que monsieur le maire aura fort à faire...

Le Devoir



Michel David

Le revenant

Même si le dernier sondage CROP de l'année 2007 place le PQ en tête, Jean Charest pourra passer la période des Fêtes l'esprit tranquille. Il n'aura pas à faire une promenade dans la neige pour réfléchir à son avenir.

Pourtant, en septembre dernier, plusieurs ne donnaient pas cher de sa peau. Avec seulement 24 % des intentions de vote, le PLQ avait atteint un creux historique. En l'espace d'un mois, le taux de satisfaction à l'endroit du gouvernement avait dégringolé de 11 points. À peine un Québécois sur cinq (19 %) voyait en lui la personne la mieux qualifiée pour occuper le poste de premier ministre.

C'en était au point où même l'éditorialiste de *La Presse* doutait qu'il soit encore l'homme de la situation. Trois mois plus tard, plus personne ne conteste son leadership, même sous le sceau de la confiance. Ce n'est peut-être que partie remise, mais les aspirants à sa succession se font plus discrets.

Certes, une hirondelle ne fait pas le printemps. Bernard Landry peut témoigner qu'un gouvernement peut jouer d'un taux de satisfaction supérieur à 50 % et prendre une raclette, surtout au terme d'un deuxième mandat.

Dans les circonstances, M. Charest ne fait pas moins figure de revenant. Autour du premier ministre, on ne s'inquiète plus du vote de confiance auquel il devra se soumettre au congrès du début de mars 2008. Tout indique qu'il deviendra le premier chef libéral depuis 30 ans à diriger son parti lors de trois élections consécutives.

Il n'y aura jamais de «*charestmanie*» au Québec, mais il n'est plus le personnage moqué, voire méprisé, des dernières années. Il n'impressionne peut-être pas plus qu'avant par son élévation d'esprit, mais sa résilience commence à inspirer un certain respect.

♦♦♦

Depuis le début de l'automne, l'ensemble de l'action gouvernementale semble nettement plus cohérent que lors du premier mandat. Il n'y a eu aucune gaffe majeure susceptible d'occulter tout le reste. Julie Boulet s'est ridiculisée en blâmant son chauffeur, mais cela relève de l'anecdote.

Depuis deux mois, M. Charest lui-même a sans doute offert sa meilleure prestation depuis son arrivée sur la scène québécoise. Curieusement, il a l'air plus détendu depuis qu'il dirige un gouvernement minoritaire. Il peut maintenant être mordant sans donner l'impression d'être toujours en colère.

Les changements dans son entourage n'y sont pas étrangers. Alors que le premier ministre multipliait les rencontres durant le premier mandat, son nouveau chef de cabinet a fait en sorte d'alléger considérablement son agenda. C'était là un des secrets de la sérénité de Robert Bourassa, qui pouvait se limiter à trois ou quatre rendez-vous par semaine.

Inversement, Mario Dumont a perdu la fraîcheur qui l'avait toujours caractérisé. Soit, son nouveau statut de chef de l'opposition officielle lui impose un certain décorum, mais il a toujours l'air sombre d'un homme qui semble trouver ses responsabilités bien lourdes.

À la veille des dernières élections, il était presque à égalité avec M. Charest quand on demandait qui ferait le meilleur premier ministre. Pour la première fois depuis le 26 mars, le sondage CROP vient de le reléguer en troisième position.

Coincidence, l'ADQ commence maintenant à attaquer M. Charest sur le terrain de l'intégrité, qu'il s'agisse de la contribution de Karlheinz Schreiber au financement de sa campagne au leadership de 1993 ou encore celle du président de Busac, Michel Couillard.

Plutôt que de lancer des accusations à tort et à travers, l'ADQ et son chef auraient intérêt à démontrer qu'ils représentent une solution de rechange valable au gouvernement Charest. Au train où vont les choses, ce n'est pas le PQ, mais l'ADQ qui va bientôt trouver de bonnes raisons de le garder en vie.

♦♦♦

En toute justice, il faut dire que la baisse de popularité de M. Dumont traduit aussi le peu de confiance qu'inspire son équipe, mais lui-même doit faire un examen de conscience. Déjà, sur le terrain de l'identité, il s'est laissé doubler par le PQ. Voilà maintenant que son flirt avec Stephen Harper l'expose à être accusé de mollesse dans la défense des intérêts du Québec face à Ottawa.

Quand le ministre des Ressources naturelles, Claude Béchar, l'a traité de «*stapis de porte*», hier, il ne manifestait pas simplement sa frustration de ne pas avoir été invité au happening organisé par la Chambre de commerce de Rivière-du-Loup. Tout le monde voit bien que les amitiés conservatrices de M. Dumont ont freiné l'expression de ses velléités autonomistes.

Le chef de l'ADQ a payé très cher son discours devant le Canadian Club de Toronto, en septembre 2002. Il ne faudrait surtout pas qu'il laisse s'accréditer l'impression qu'il dirige une succursale du Parti conservateur.

En octobre, CROP avait déjà enregistré une baisse de six points du vote adéquate, qui avait profité essentiellement au PLQ. Le dernier sondage, réalisé entre le 22 novembre et le 2 décembre, indique que le PQ commence à son tour, dans une moindre mesure, à récupérer une partie de sa clientèle perdue à l'ADQ sous le règne d'André Boisclair.

En réalité, le PQ est simplement revenu à son niveau du mois d'août, alors qu'il devançait l'ADQ par quatre points et le PLQ par six points. Il en va de même de la popularité personnelle de Pauline Marois. Depuis son retour, tous les sondages l'ont systématiquement désignée comme étant la plus qualifiée pour diriger le Québec.

Manifestement, la controverse suscitée par son projet de loi sur l'identité québécoise ne lui a pas nui. Pour certains, cela a même pu constituer une compensation à la mise au rancart du référendum. Le véritable défi pour le PQ est d'aller au-delà de la simple récupération des brebis égarées et démontrer qu'il peut être au centre d'une nouvelle coalition.

mdavid@ledevoir.com



Jean Charest

MATHEU BÉLANGER LA PRESSE CANADIENNE

ÉDITORIAL

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

Un devoir de précaution

La publication cette semaine par Statistique Canada des données sur la langue du recensement de 2006 a soulevé des réactions opposées. Si on peut déceler certains progrès du français au Québec, il faut d'abord s'arrêter aux tendances lourdes qui confirment la décroissance du français au Canada et au Québec. Elles appellent à une vigilance accrue de la part du gouvernement Charest.

Statistique Canada nous confirme dans ce rapport ce que les Québécois percevaient intuitivement depuis déjà plusieurs mois. L'accroissement de l'immigration a pour effet de réduire la proportion des Québécois de langue maternelle française, ceux qu'on appelle les Québécois de souche, qui passent sous la barre des 80 % pour l'ensemble du Québec et sous la barre des 50 % sur l'île de Montréal. Ce constat est reçu d'autant plus brutalement par certains que l'on sait que le flux d'immigration ira grandissant.

L'évolution de la composition linguistique de la société québécoise est une réalité. L'immigration est indispensable à son équilibre démographique et à son développement économique. On doit, non pas s'en accommoder comme un mal nécessaire, mais l'accepter comme un facteur déterminant de notre avenir. Il y a des réticences, on l'a vu aux audiences de la commission Bouchard-Taylor, qui peuvent nous laisser croire que se dressent des cloisons infranchissables entre les groupes linguistiques et culturels. L'étude de Statistique Canada nous montre que tel n'est pas le cas.

Le fait de ne pas se déclarer de langue maternelle française ne veut pas dire qu'un immigrant n'utilise pas le français comme langue d'usage. En témoigne la lettre de l'écrivain Marco Micone que nous publions dans cette même page. Il faut aussi s'arrêter à cette donnée voulant que, désormais, 75 % des immigrants arrivés ces cinq dernières années ont opté pour le français à la maison. Il y a là un progrès, qui s'explique en partie, il faut le souligner, par le fait que le Québec privilégie désormais les immigrants connaissant le français.

Le gouvernement Charest a retenu de ce portrait statistique ce côté positif de l'intégration des immigrants à la majorité francophone et ne semble nullement s'inquiéter de la situation, ni vouloir prendre des mesures pour accroître et consolider les transferts linguistiques vers le français. S'il devait persister dans cette attitude, ce serait une erreur grave, car on sait tous à quel point la situation du français à Montréal est fragile. Le caractère multiethnique de cette ville est une richesse, mais il s'en faudrait de peu pour que la force d'attraction de l'anglais n'inverse le mouvement de transferts vers le français.

Les mesures à prendre sont connues. Il s'agit d'accroître l'offre de cours de français aux immigrants et, surtout, d'assurer leur rapide intégration dans des milieux de travail francophones. Cette dernière mesure est la clé d'une intégration réussie, ont dit d'une seule voix tous les groupes d'immigrants qui ont témoigné devant la commission Bouchard-Taylor. A cet égard, il faut soumettre les entreprises de moins de 50 employés à l'obligation de se doter de programmes de francisation. Ce sont elles qui donnent leur premier emploi à une majorité de nouveaux arrivants. Le Parti québécois propose de modifier à cette fin la loi 101, ce qui n'est même pas nécessaire. Il suffirait de se prévaloir de l'article 151, comme le recommandait la commission Larose sur les États généraux de la langue française en 2001, un rapport que la ministre responsable de la Charte de la langue française aurait tout intérêt à lire. Elle y trouverait une multitude de recommandations qui attendent toujours d'être mises en œuvre.

L'attentisme du gouvernement Charest est décevant, surtout quand on pense que l'on doit à un gouvernement libéral l'adoption de la première loi de protection du français au Québec. On peut comprendre les hésitations du Parti libéral en regard de sa clientèle électorale, mais il ne peut échapper à sa responsabilité. Il est le gouvernement et il a un devoir de précaution qui devrait l'obliger à prendre toutes les mesures pour assurer la pérennité du français au Québec.

bdescoteaux@ledevoir.com

Accommodante école

À force de gratter le problème, finira-t-on par s'apercevoir qu'il n'existe pas? Voilà la question qu'on se pose après avoir lu le rapport du Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire, présidé par Bergman Fleury.

On y apprend que l'école n'est pas submergée par les demandes d'accommodement, qui s'expriment d'ailleurs indépendamment de la présence d'élèves provenant de l'immigration. On y découvre que les ajustements les plus courants sont liés aux fêtes religieuses et que, avec les musulmans, ce sont les Témoins de Jéhovah qui présentent le plus souvent des requêtes de dérogation.

Tout ça pour ça? Malgré l'impression de chaos laissée par certaines tempêtes médiatiques, l'école serait donc une zone accommodante, pratiquant la tolérance balisée.

Si les réflexions amorcées au Québec sur l'expression de la diversité dans un cadre laïque réussissaient seulement à déboulonner les mythes, ce serait déjà cela de gagné. Comme la commission Bouchard-Taylor l'avait révélé à Montréal, là où la diversité s'exprime de manière la plus vive — à l'hôpital et à l'école —, les choses se passent rondement. Le constat est rassurant.

Il est bon aussi d'apprendre que, sitôt saisie des constats formulés par le comité Fleury, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, enclenche les changements: de la formation pour les enseignants, des sages pour conseiller les écoles, un guide de référence pour éclairer les lanternes.

Il faudra toutefois plus pour que l'école porte le titre du parfait petit havre accommodant. Les travaux du groupe ont en effet complètement éludé une zone d'ombre pourtant bien menaçante, qui renvoie aux demandes d'accommodement venant des employés de l'école. Rappelons-le: c'est bel et bien dans le domaine des relations de travail que la notion juridique d'accommodement raisonnable a pris naissance, le cadre professionnel brimant parfois l'expression de certains droits fondamentaux.

L'absentéisme pour cause de fêtes religieuses, nous rappelle le comité Fleury, est l'une des demandes d'accommodement des parents les plus fréquentes. Comme le confirment les grincements de dents du personnel des écoles, le même phénomène touche le groupe des employés, lui-même de plus en plus multiculturel, en harmonie avec la société. Comment juxtaposer une absence individuelle imposée par un calendrier religieux aux congés collectifs sans que cela crée d'iniquités et alimente les frustrations?

De cela, le rapport dévoilé cette semaine ne souffle malheureusement pas mot. Il y a pourtant là de quoi réfléchir calmement avant que la déraison des uns ou des autres ne nourrisse les conflits de... travail.



Bernard Descôteaux



GAARDTE 2007/12/08

LETTRES

Ingrat et insultant!

Ceux qui croient qu'à Montréal il n'y a que 49,8 % de francophones fondent leur calcul sur le critère de la langue maternelle. Je vis en français, à Montréal, depuis des lustres. Mais comme ma langue maternelle n'est pas le français, je ne suis pas considéré comme francophone. Si j'étais le seul, je n'en parlerais pas. Mais il y a des dizaines de milliers de Montréalais dans ma situation. C'est ingrat et insultant pour tous ces immigrants qui ont adopté le français et qui, à l'occasion, se sont même portés à sa défense.

Marco Micone
Le 6 décembre 2007

La mort de Jacques Hébert

Sincères condoléances à toute sa famille. J'ai connu ce dynamique jeune bourgeois, fils de médecin, Jacques Hébert. Un type épatant, courageux, enthousiaste, très ouvert au progrès et décidé à combattre «certaines» noirceurs québécoises, car il n'y a jamais eu, ici, de «Grande Noirceur»; cette foutaise fut une exagération faisant l'affaire d'esprits au gauchisme très pressé, au sauvage, ingrat et aveugle anticléricalisme comme automatique. Ce jeune Hébert dirigeait un hebdo fort utile, hélas à public confidentiel, *Vrai*. Avec d'autres jeunes progressistes, j'y collaborai un peu avec joie.

Un bon jour, un fameux jour, un riche imprimeur de la rue Amherst, Edgar Lespérance, lui installait en toute confiance une maison d'édition. Naissaient alors les indispensables Edi-

tions de l'Homme. Jacques, reporter transformé en éditeur, y fabriquait des livres, parfois utiles, souvent essentiels, qui dérangeaient l'établissement conservateur très souvent. Par la suite, je le vis se métamorphoser, sans grands moyens pourtant, en éditeur indépendant. Rue Saint-Denis, sa maison suractive — avec un lancement tous les mercredis un temps — se nommait Les Éditions du Jour. Ce fut le vrai commencement d'un monde du livre enfin très vivant grâce à lui. Y travaillèrent un André Major, un Victor Lévy-Beaulieu. En 1968, Hébert accepta mon manuscrit *Rimbaud mon beau salut* et le réédita même. Chose rare à l'époque, Hébert était un éditeur qui versait rapidement nos droits d'auteur.

Cet homme actif habitait à Belœil dans une neuve coopérative verte, là où naquit son fils devenu bon romancier.

Jacques, on le sait, s'engagera par la suite dans des mouvements qu'il fondait, où la jeunesse retrouvait de l'idéal, des apprentissages intéressants. Fidèle à son ami de jeunesse, l'antinationnaliste Pierre Elliott Trudeau, il joignit la lutte — à *Cité libre* et au Parti libéral fédéral — contre le renouveau nationaliste, tel celui du groupe Parti pris. Ce sera, hélas, une brutale rupture avec plusieurs. Je le regrettais tant cet homme avait du cran, du panache. C'est le moment d'affirmer que ses compagnons de lutte, esprits forts aux tempéraments fervents, auraient pu contribuer à faire advenir encore plus rapidement un nouveau Québec. Quand je discutais avec eux, avec Jean Marchand lors de la célèbre grève de Radio-Canada en 1958, avec

Gérard Pelletier, mon patron de presse en 1961, je découvrais qu'ils étaient, ces aînés, marqués à jamais par le haïssable duplessisme. Rien à faire: pour eux, notre nationalisme très social-démocrate, pourtant clairement laïque, allait tôt ou tard sombrer dans un néoduplessisme.

Quoi qu'il en soit, Jacques Hébert restera une figure de batailleur importante.

Claude Jasmin
Le 7 décembre 2007

Le souffle de la Terre

Actuellement se tient à Bali la conférence de l'ONU visant à renouveler le protocole de Kyoto. Le Canada y est représenté mais jusqu'à maintenant ne fait pas bonne figure. Dans la vague actuelle ou tout le monde tente de faire sa part pour sauver la planète, notre gouvernement ne veut pas s'engager à respecter les critères qui permettraient de réduire l'émission de gaz à effet de serre sous prétexte que cela serait trop coûteux. En tant que jeune adulte préoccupé par l'environnement, je pense que notre pays se doit d'être un exemple pour tous les autres pays industrialisés. Tous, nous nous devons de faire notre part. Il est clair que ce qui nous est demandé pour atteindre les objectifs souhaités viendra bouleverser notre quotidien. Mais je crois que pour notre avenir, mon avenir, cela vaut au moins la peine de faire quelques sacrifices.

Roxane Lévesque
Étudiante, cinquième secondaire, école polyvalente Le Mistral
Mont-Joli, le 6 décembre 2007

REVUE DE PRESSE

Une histoire sans fin

Manon Cornellier

Cirque, théâtre, conte sans fin. On ne sait plus à quoi comparer les travaux du comité parlementaire qui se penche sur le cas Schreiber. Chose certaine, toutefois, cette affaire a encore une fois accaparé une grande part de l'espace éditorial de la semaine.

Dans le *National Post*, l'auteur William Kaplan, celui qui a été le premier à révéler l'existence des 300 000 \$ versés par Schreiber à Brian Mulroney, ne se montre pas impressionné par le travail du comité. Il déplore les questions lancées en ordre dispersé et inspirées avant tout par des intérêts partisans. Kaplan relève de nombreuses affirmations de Schreiber qui auraient mérité d'être explorées en profondeur. «Dans le monde réel — c'est-à-dire un endroit qui n'est pas habité par de crédules députés apparemment prêts à croire tout ce qu'ils entendent, même venant de témoins au dessein évident —, il y aurait probablement eu des questions de relance.» Kaplan a un conseil pour tout le monde: suivez la piste de l'argent.

James Travers, du *Toronto Star*, se demande si nous sommes une nation de «cruches». «Si non, comment se fait-il que Karlheinz Schreiber puisse si facilement bernier les politiciens?» Selon Travers, bien des gens sont prêts à tendre une oreille favorable aux propos de Schreiber parce que sa cible est Mulroney. «Un pays moins désireux de confirmer ses plus noirs jugements sur l'orgueilleux Mulroney serait plus méfiant à l'endroit de Schreiber», écrit-il. Il le soumettrait à une véritable enquête policière. Mais il faudra vivre l'expérience d'une enquête publique, que Travers désapprouve, et en attendant, Schreiber va continuer de «prendre les Canadiens pour des crétins et les politiciens pour des imbéciles».

Lawrence Martin, du *Globe and Mail*, estime que le vrai scandale n'est pas celui qu'on croit. Il rappelle comment Schreiber et des associés autrichien et allemand ont grassement financé le transport de délégués québécois au congrès

conservateur de 1983, à Winnipeg, dans le but de battre Joe Clark, qui était alors soumis à un vote de confiance. Clark a raté sa cible de 70 % par quelques points. Une campagne à la direction du PC a eu lieu et Mulroney l'a remportée. En un mot, de l'argent étranger a permis de déloger un chef de parti fédéral et «de changer le cours de notre histoire». De l'avis de Martin, «ce qui s'est produit en 1983 est un scandale bien pire que les histoires de versements de fonds de Schreiber à Mulroney qu'on examine aujourd'hui». Martin relève l'ironie de la situation. «M. Schreiber, qui a subrepticement travaillé à mener M. Mulroney au sommet, est celui qui, avec ses affaires louches, menace de le faire tomber».

Selon Thomas Walkom, du *Toronto Star*, «ce qui se déroule à Ottawa est un théâtre politique. [...] Le but de Schreiber a toujours été clair: éviter l'extradition vers l'Allemagne pour y faire face à des accusations criminelles. Pour cette raison, il fait ce qu'un opérateur et intermédiaire expérimenté fait le mieux: il établit des relations. Cette fois, il les établit, à travers la télévision, avec le public canadien.» Schreiber cherche à démontrer qu'il n'est pas un «sombre criminel» mais, «au pire, un aimable coquin». Selon Walkom, Schreiber a largement réussi jusqu'à présent. «La télévision, comme le théâtre, crée des personnages familiers», dit Walkom. «Pour l'instant, Schreiber est le héros, ou peut-être l'antihéros. Mais sera-t-il éclipé? Qui finira dans le rôle du vilain?» Mulroney? Harper? demande-t-il.

On passe du théâtre à la littérature. Avec un sourire en coin, Roger Davidson, du *Ottawa Citizen*, compare Schreiber à Schéhérazade, cette conteuse condamnée à mort et qui retarde sa fin en racontant ses fables des *Mille et une nuits* au roi dont dépend son sort. Selon Davidson, il suffit de remplacer l'exécution par extradition pour comprendre la tactique du Germano-Canadien. L'œuvre originale, note Davidson, est cependant beaucoup plus intéressante.

Et il y a eu ces élaboussures qui ont atteint M. Charest. Seul le *Globe and Mail* les évoque

et il est catégorique. M. Charest n'a pas à s'en expliquer devant le comité ou la future commission d'enquête, comme en rêvent ses adversaires. Si des dons du genre sont illégaux aujourd'hui, ils ne l'étaient pas à l'époque, rappelle le quotidien. «M. Charest, en d'autres mots, n'est coupable que de voir son nom et celui de M. Schreiber prononcés dans la même phrase.»

Sonder, sonder...

On a appris cette semaine que le gouvernement Harper était encore plus gourmand en sondages que les gouvernements libéraux précédents. Le *Telegram*, de St. John's, Terre-Neuve, s'en désole. «Voulons-nous un gouvernement actif qui a ses propres idées et objectifs ou un gouvernement qui ne fait que réagir au dernier sondage?» Le quotidien rappelle que les gouvernements sont censés prendre des décisions en fonction des meilleurs intérêts d'une province ou d'un pays, pas en fonction de la dernière préoccupation de l'heure. Le *Telegram* cite une phrase populaire parmi les politiciens, à savoir que le seul sondage qui compte est celui des élections. Si c'est le cas, demande-t-il, «pourquoi payons-nous 31 millions par année pour tous les autres?»

La mosaïque

Les données sur l'immigration et les langues dévoilées cette semaine par Statistique Canada ont fait la une partout au pays et provoqué un déluge de textes. Deirdre McMurdy, dans le *Ottawa Citizen*, relève l'importance de ces chiffres pour les partis politiques qui cherchent constamment à obtenir l'appui des nouveaux citoyens. Elle note cependant que les politiciens font souvent l'erreur de mettre dans un même lot tous les Chinois ou tous les Indiens, alors qu'ils viennent de régions diverses, avec des langues, des histoires et des religions différentes. Mais la vraie frontière à franchir pour les partis, dit-elle, est «l'adoption de politiques capables d'accélérer la participation politique et économique des immigrants».

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

Jacques Hébert, 1923-2007

Les bons sentiments d'un personnage considérable

Ce texte fut publié une première fois dans Le Devoir le 7 septembre 1974 sous la plume de Jacques Ferron, deux semaines après l'annonce inattendue de Jacques Hébert selon laquelle il quittait la direction des Éditions du Jour, maison qu'il avait fondée en 1961. À l'occasion de son décès, nous publions à nouveau ce texte, qui fut repris dans Jacques Ferron, Chroniques littéraires 1961-1981 (Lanctôt éditeur).

Jacques Hébert a commencé timide. Il est resté modeste, simple, attentif. Il a vu beaucoup de monde et n'en est pas désabusé. Dans ses boutiques, que ça ait été à *Vrai*, à l'Homme, au Jour, il s'est exercé à recevoir une faune difficile, des gens intraitables qui n'admettent qu'eux-mêmes et se croient indispensables, des journalistes, des écrivains, des critiques (ces gens de lettres que Mme de Tencin, qui se plaisait de même à les réunir, appelait ses «bêtes», complimentait beaucoup et auxquels elle donnait des étrennes, nécessairement les mêmes pour tous, soit deux aunes de velours pour s'y faire tailler des culottes). Toutes ces boutiques successives, où il a été patron, où il laissait ses hôtes s'impatroniser, auraient pu porter le même nom, l'Urbaine, dans le vieux sens français du mot. Jacques Hébert est avant tout un homme poli.

Je l'ai croisé la première fois en 1946 ou en 1947. J'allais rendre hommage à Pierre Baillargeon: il en sortait. Dans le genre homme de lettres, il ne s'est pas fait mieux que Pierre Baillargeon, seul époux légitime de la langue française. Hébert, alors dans ses timidités, avait peur de cette langue-là et cherchait à se l'appropriser auprès de Baillargeon. Il voulait même l'écrire. Le plus curieux est qu'il y soit parvenu après pareil maître.

Baillargeon a décrit lui-même son système de correction: il prenait un texte, se l'appropriait en le réduisant à sa plus stricte économie, n'en sortait pas satisfait pour autant, continuait d'y rogner, et cela donnait qu'à la fin, il n'en restait plus rien. C'est un systé-



Jacques Hébert aux funérailles de son ami Pierre Elliott Trudeau à l'automne 2000.

me qui décourage. Je serais porté à croire que les timidités de Jacques Hébert n'étaient pas cultivables: Baillargeon ne les a pas fortifiées et Jacques Hébert a beaucoup écrit.

On ne se souvient plus de sa découverte du vaste monde, dont la relation dans *La Patrie* eut grand succès: non seulement elle était lue, mais découpée, conservée. Chaque semaine, j'essayais d'y trouver quelques marques de l'in-

fluence de Pierre Baillargeon. Elles existent: une sorte de petit tralala par-ci par-là, une courte phrase, mots secs, abstraits, en saccade. Mais je doute qu'elles aient eu la moindre influence auprès du lecteur non prévenu. Cette relation a été publiée chez Fides. Que passion encore quelques années, elle fera document, témoignage d'une époque naïve, et, peut-être récit exotique avec sa jeep attendrissante. Je me

demande même si elle ne pourrait pas donner lieu à une bande illustrée.

Ensuite ce fut le journal *Vrai*, qui a eu son influence et dont il existe des exemplaires, quand ce n'est pas la collection complète, dans les papiers de famille. Enfin, jugeant qu'il avait écrit son quota de mots, Jacques Hébert s'est lancé dans l'édition. Il créa l'Homme pour le profit de L'Espérance, puis le Jour pour qu'on voie que c'était lui, le créateur de l'Homme. Certes, il avait perdu ses timidités de débutant tout en restant, comme je l'ai dit, modeste.

Et maintenant qu'il a quitté l'édition, que faut-il penser de lui? Mon Dieu! Qu'il est un personnage assez considérable et peut-être très curieux par le fait qu'il le soit devenu sans politique déterminée, avec de bons sentiments, et qu'il ait eu l'habileté de les garder si longtemps, de les mener si loin. Certes, sa modestie ne l'a pas desservi: elle lui a permis de les choisir modérés, ses bons sentiments, possibles, taillés à la mesure de notre société. Et puis, journaliste à la pige, patron, il lui était plus facile de leur rester fidèle que s'il avait été soumis, contraint, voire humilié: dans ce cas, les bons sentiments sont velléitaires et restent en arrière, parmi les illusions qui ornent la jeunesse.

Ceux de Jacques Hébert auraient été un privilège de bourgeois, une sorte de luxe. Cela n'empêche pas qu'il a passé un quart de siècle, de par son métier de publiciste, à vouloir les partager. Et puis, un luxe n'est pas à dédaigner. La société qui a les moyens de se les permettre, ne fut-ce que par participation, se prouve qu'elle n'est pas trop démunie. Jacques Hébert témoigne d'un optimisme qui m'a aidé à vivre, que peut-être je n'éprouve plus guère, mais qui me plaît encore. Et en a-t-on jamais voulu à quelqu'un d'être optimiste, animé de bons sentiments? Il n'y a pas d'imposture à être poli.

Toutes ces boutiques successives, où il a été patron, auraient pu porter le même nom, l'Urbaine, dans le vieux sens français du mot



Denise Bombardier

Terre de nos aïeux

La traduction de l'*O Canada* en anglais s'éloigne de la version originale écrite par Adolphe-Basile Routhier. L'hymne national est probablement un des seuls textes officiels canadiens dont l'original est en français. Depuis toujours, les francophones composent avec des documents canadiens officiels traduits de l'anglais. L'*O Canada* en version anglaise, que chantent aujourd'hui les Canadiens, a subi une révision proposée par le comité conjoint du Sénat et de la Chambre des communes en 1968. En clair, l'*O Canada* en anglais est passé dans la moulinette du «politiquement correct». En français, nous chantons toujours la version originale écrite en 1880 pour les fêtes de la Saint-Jean-Baptiste.

Pourquoi aborder ce sujet? Eh bien parce que le Québec de demain, celui que photographie Statistique Canada, nous obligera à réviser à moyen terme la poésie d'Adolphe-Basile Routhier. «*O Canada, terre de nos aïeux*», les vagues d'immigration actuelles et futures ne le chanteront pas. «*Car ton bras sait porter l'épée*» est en train de devenir un anachronisme, sauf pour nos troupes en Afghanistan et leurs familles. «*Il sait porter la croix*»? Ce vers, attendons-nous à ce qu'il se retrouve devant la Cour suprême, car il écarte une partie importante de la nouvelle immigration québécoise qui, dans cinquante ou cent ans, constituera la quasi-majorité du Québec.

Il n'y a pas de surprise dans ces statistiques qui annoncent la fin des francophones au Canada anglais et la baisse des francophones à Montréal avec ce glissement sous la barre symbolique des 50%. Bien sûr, certains se réjouissent du transfert de l'anglais vers le français pour une proportion d'allophones, mais une partie importante de l'immigration québécoise vient de pays où l'usage du français existe. Les nouveaux arrivants d'Haïti et d'Afrique du Nord ont appris le français dans leur pays d'origine. A vrai dire, l'immigration actuelle, dont le flux est ici plus rapide que partout ailleurs dans les pays migrants sauf l'Australie, nous oblige à cesser de tourner autour de cette réalité brutale. Les Canadiens français de culture catholique qui ont vaincu la nature, se sont saignés à blanc pour peupler et bâtir le pays, ont trîmé comme des bêtes pour améliorer le sort de leurs nombreux enfants, ces Canadiens français pauvres et ignorants mais fiers et dignes dans leurs durs vies sont irrémédiablement en train de disparaître. Et en ce sens, plusieurs doivent faire leur mea-culpa devant Lise Payette, qu'on avait tant accablée lors de la diffusion de son documentaire intitulé simplement *Disparaître*.

Le prix à payer

La nostalgie devant ce courant irréversible n'est d'aucun secours. De même que certains discours laroyants sur la dénatalité, d'autant que ceux qui les tiennent ont été parmi les laudateurs de la libération (nécessaire) des femmes et des mœurs. A bien y penser, nous payons le prix pour appartenir à la civilisation occidentale blanche et riche et en voie de déclin au profit de sociétés dont le métissage n'a pas que des aspects positifs.

Le drame particulier des Canadiens français de souche vient du fait d'avoir toujours été divisés sur leur avenir et d'être minoritaires en Amérique du Nord. Les immigrants n'émigrent pas pour se retrouver dans des combats culturels et linguistiques qui ne les concernent pas. Ils n'émigrent pas pour choisir le passé des pays où ils s'installent, mais pour l'avenir de ceux-ci, préférable à l'avenir des pays qu'ils quittent. En ce sens, et même si cela peut déplaire et heurter, le combat de la survie linguistique et culturelle n'est pas prioritaire pour eux. Le dire n'est pas les offenser. L'identité québécoise dont il est tant question depuis des mois est un concept à géométrie variable selon la position de celui qui la définit. Depuis des décennies, nous avons pratiqué une vertu nouvelle, celle qui consiste à penser le «nous» en incluant ceux qui dans l'imaginaire collectif se nommaient les «autres». Et nous découvrirons de plus en plus que le français que nous imposons aux nouveaux arrivants, s'il facilite l'intégration à la majorité en voie de ne plus l'être, n'est pas synonyme d'intégration à la culture inscrite dans les assises de la société québécoise.

Ce «nous» ancien qui se conjuguait au singulier dans une culture de similarités, à l'ombre des clochers mais aussi des grands barrages, des scènes envahies par les chœurs de notre spécificité, de nos douleurs à vif et de nos espoirs brisés, ce «nous» connaîtra quelques sursauts sans doute, mais Statistique Canada sera toujours là pour nous rappeler que la terre de nos aïeux appartient de plus en plus à la terre entière.

Les tenants de la rectitude politique et du progrès multiculturel nous autoriseront-ils un pincement au cœur?

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

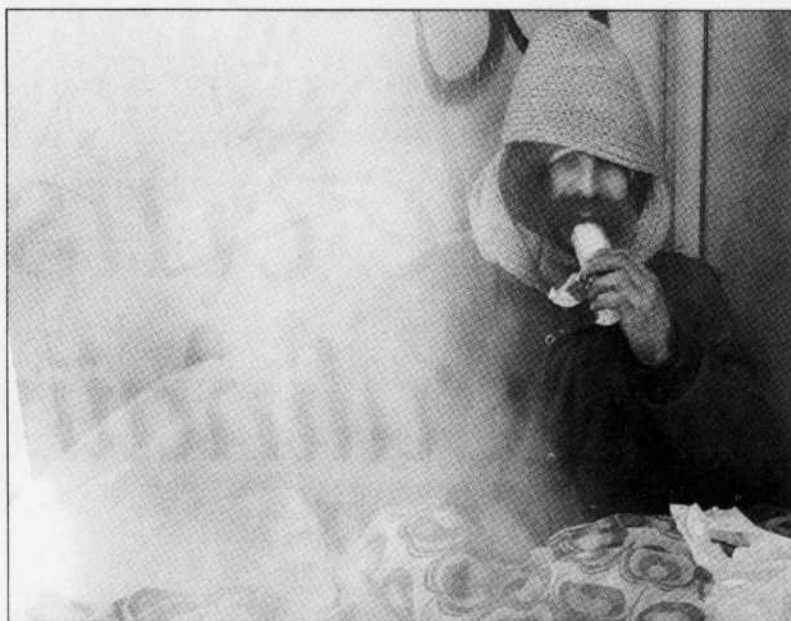
Au-delà de la charité... la justice

La fête de Noël approche et avec elle se multiplient les guignolées et collectes d'argent en faveur des plus démunis. D'année en année, ces événements témoignent d'un élan de générosité, mais surtout de la persistance de la pauvreté chez nous. Malgré l'adoption de déclarations, voire même d'une loi proposant l'élimination de la pauvreté, cette situation demeure le lot quotidien d'une part importante de la population et l'on constate que l'écart entre riches et pauvres ne cesse de croître.

Dans un pays prospère comme le nôtre, ce n'est rien de moins que scandaleux. La pauvreté n'est ni dans l'ordre naturel des choses, ni non plus une fatalité, ni encore de la faute des pauvres, comme l'a énoncé la haute-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Mme Louise Harboul. La pauvreté est construite, elle résulte de décisions prises ou d'absence de décisions de la part de nos gouvernements, de nos entreprises, de nos institutions.

En 1989, la Chambre des communes adoptait à l'unanimité une résolution stipulant que la pauvreté des enfants serait chose du passé en 2000. Et depuis 1991, le Canada et le Québec ont connu, sans interruption, une période de prospérité. Pourtant, encore aujourd'hui, un enfant sur six vit dans la pauvreté. Ses parents vivent dans la pauvreté, principalement les jeunes familles monoparentales sous la responsabilité de femmes, qui sont de surcroît souvent victimes de violence et de discrimination.

Le gouvernement fédéral croule sous les milliards d'excédents budgétaires mais, une fois de plus, le récent énoncé budgétaire du ministre des Finances exclut tout apport significatif additionnel pour soutenir la construction de logements sociaux, les programmes d'intervention sociale en matière d'itinérance ou toute autre mesu-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le rapporteur spécial de l'ONU sur le logement décent a dénoncé le phénomène d'itinérance dans un des pays possédant l'une des plus importantes richesses collectives du monde.

re visant concrètement à faire reculer la pauvreté.

À la fin de 2002, l'Assemblée nationale du Québec a adopté à l'unanimité la loi 112 visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'objectif de faire du Québec en 2013 l'une des nations industrialisées comptant le moins de personnes en situation de pauvreté ressemble toutefois à un vœu sans réelle portée et ne sera pas atteint si le gouvernement persiste dans ses orientations actuelles.

En effet, le maintien du salaire minimum nettement en dessous d'un revenu décent, le refus d'ajuster les prestations d'aide sociale à un niveau équivalant au seuil de faible revenu ainsi que le refus d'indexer pleinement ces prestations font que des milliers de familles demeurent prisonnières de la pauvreté et de l'exclusion.

Une question de droits

La lutte contre la pauvreté est une question de respect des droits humains, notamment le droit à un niveau de vie suffisant que le Canada et le Québec se sont engagés à atteindre en adhérant en 1976 au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Ce pacte de l'Organisation des Nations unies (ONU) a pour objet de mettre en œuvre la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ainsi, le droit de vivre dans un logement décent est tout aussi lié à la dignité humaine que le sont les droits à la vie, à la liberté et à la sûreté de même que celui d'être protégé contre la torture.

Or, depuis 1993, l'ONU a, à trois reprises, constaté au Canada et au Québec des violations systématiques des droits protégés par ce pacte. Tout ré-

cemment, le rapporteur spécial de l'ONU sur le logement décent a dénoncé le manque d'accès à un logement convenable de même que le phénomène d'itinérance dans un des pays possédant l'une des plus importantes richesses collectives du monde.

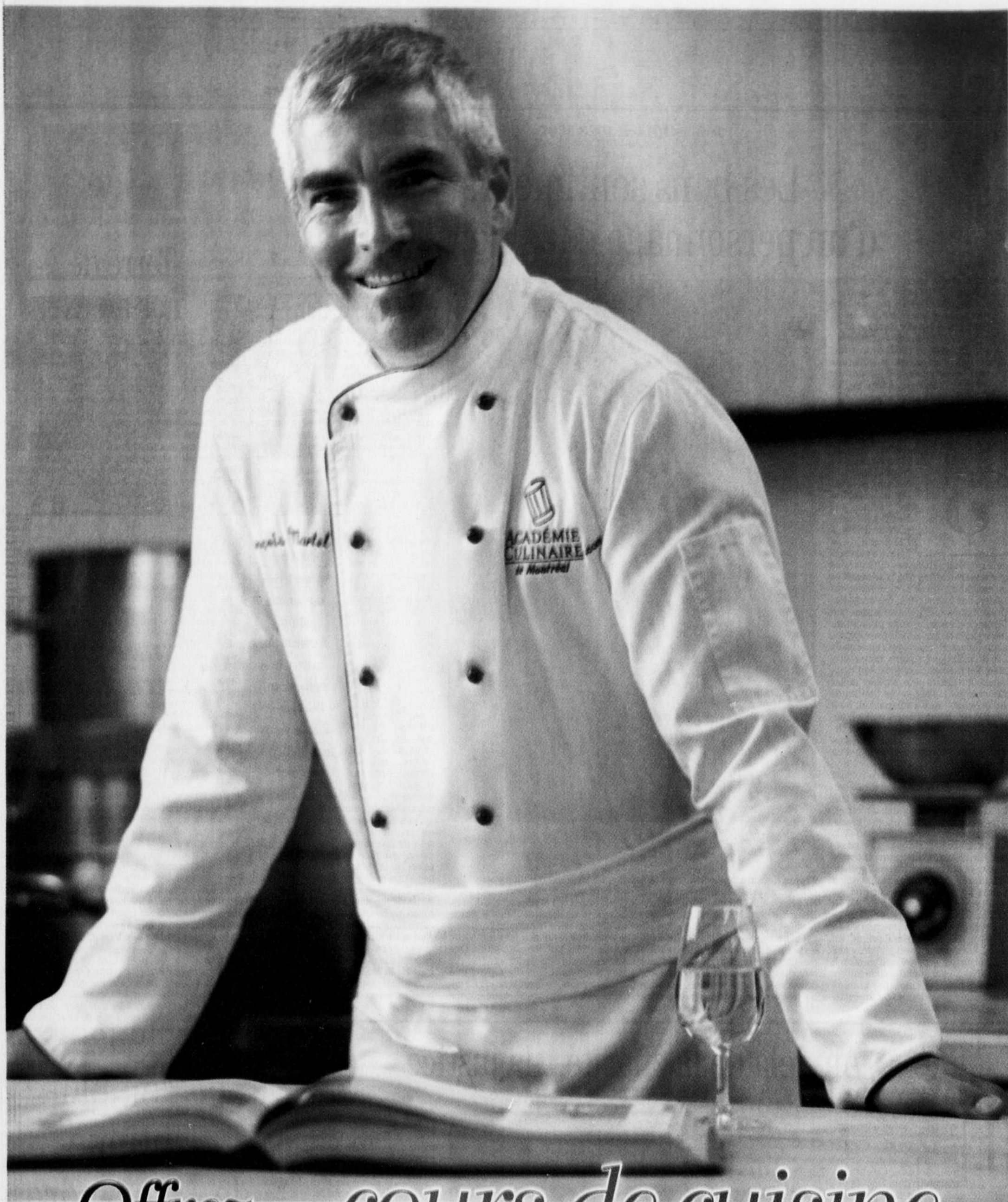
Face à l'irresponsabilité de nos gouvernements et leur absence de respect à l'égard des droits économiques, sociaux et culturels, des réseaux de solidarité tentent d'atténuer les effets de la pauvreté en sollicitant des actes de charité. En répondant à cette sollicitation, il faut être conscient que cette solution est stérile si elle n'est pas accompagnée de changements structurels pour véritablement éradiquer les violations de droits humains à l'origine de la pauvreté. Car la charité est souvent justifiée comme étant la seule réponse à une fatalité.

Des mesures concrètes doivent être prises pour garantir l'exercice réel des droits tels que le droit à un niveau de vie suffisant pour soi-même et sa famille, incluant un logement convenable, le droit à la sécurité sociale, le droit à l'éducation, l'accès aux soins de santé et de services sociaux en pleine égalité, le droit à des conditions de travail justes et favorables. Nous en appelons à nos concitoyens et à nos élus pour faire passer la pauvreté de l'univers de la charité, où on voudrait bien la cantonner, à celui de la justice qui la considère pour ce qu'elle est vraiment: le non-respect de droits reconnus.

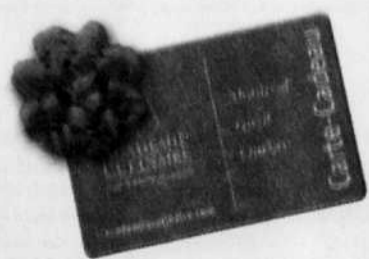
Ce texte a été signé par la Ligue des droits et libertés, Amnistie internationale de même qu'une soixantaine d'organisations syndicales, religieuses, étudiantes et communautaires vouées à l'éducation populaire autonome, à la solidarité internationale, à l'accès à la justice, à la défense des droits des femmes, des personnes handicapées, des personnes assistées sociales, des locataires, des intervenants en santé mentale. La liste des signataires apparaît sur ce site (www.amnistie.ca).

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoit Munger (responsable du site Internet), Emille Folie-Boivin, Vincent Cauchy (communis internet), Laurence Clavel (jeunesse), Philippe Papineau (jeunesse), Louise-Maude Rioux Soucy (Santé), Pauline Girard (jeunesse), Michel Gauthier (agriculture), Diane Precourt (responsable des pages thématiques), Martin Duchon, Michèle Malenfant et Christine Dumas (correcteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (histoire et culture), Dominique Bony (jeunesse), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (jeunesse internationale et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti (directeur), Manon Derome, Olivier Spéclé (Québec), Monique Bherer (Ottawa); LA PUBLICITÉ Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron (directeur adjoint), Julie Chrétien, Marlene Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélisande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zématis, Olivier Zaida; INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaujeu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion); L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.



*Offrez un cours de cuisine
de l'Académie Culinaire
pour Noël*



Recevez gratuitement le livre de l'Académie Culinaire :
« Pour le plaisir de cuisiner » avec tout achat d'une
carte-cadeau d'une valeur de 100 \$ et plus.

Pour commander : academieculinaire.com



**ACADÉMIE
CULINAIRE**

1-877-393-8111
academieculinaire.com